

Budget Lecornu : une attaque féroce Pour nous défendre, ne comptons que sur nous-mêmes

Le 17 octobre, l'agence Standard & Poor's a abaissé la note de la France en raison d'une « incertitude élevée » sur ses finances publiques. Les milieux financiers rappellent à Macron et Lecornu que leur mission est de s'attaquer toujours plus fort aux travailleurs et travailleuses.

Coups et mauvais coups

Consigne entendue ! Dans l'éducation, le gouvernement s'apprête à supprimer 4 000 postes d'enseignants et à ralentir le recrutement des accompagnants d'élèves en situation de handicap.

L'augmentation du budget des hôpitaux est limitée à 1,6 %, alors que les seuls besoins démographiques nécessiteraient au moins 5 %.

Les salaires de la fonction publique n'augmenteront pas de sitôt, à l'instar des allocations familiales, des bourses étudiantes ou des pensions de retraite, qui seront sous-indexées par rapport à l'inflation de 0,4 %, à partir de 2027. Les apprentis verront même leur salaire net baisser !

Les étudiants étrangers hors Union européenne non boursiers perdront leurs aides pour le logement (APL) et les étrangers devront payer davantage de frais pour les demandes de titres de séjour.

Même les tickets resto et les chèques vacances vont être taxés à 8 % !

Le projet de financement de la Sécurité sociale prévoit plus de 7 milliards d'euros d'économies sur la santé, avec le doublement des franchises médicales et du reste à charge sur les médicaments, les transports sanitaires, les consultations médicales, et maintenant les dispositifs médicaux, comme les prothèses. Les personnes atteintes d'une affection de longue durée (AVC invalidant, sclérose en plaque...) perdront l'exonération d'impôts sur leurs indemnités journalières.

Toutes ces attaques vont s'ajouter à nos difficultés quotidiennes pourtant déjà nombreuses.

Grossière tentative d'arnaque sur les retraites

Pourtant, certains osent prétendre que ce budget est une avancée, car il contiendrait la suspension de la réforme des retraites de 2023. En fait, il s'agit d'un simple ralentissement du passage de l'âge légal de départ de 62 à 64 ans, car le nombre de trimestres

nécessaires pour obtenir une retraite pleine continue d'augmenter, l'augmentation est juste ralentie. En plus, pour que cette prétendue concession soit adoptée, il faudrait voter tout le budget de Lecornu !

Cela a suffi aux députés socialistes pour renoncer à la censure. Leurs partenaires du Nouveau Front populaire crient à la trahison... mais on ne peut être trahi que par ceux à qui on fait confiance ! La trahison, c'était plutôt de remettre en selle le Parti socialiste lors des élections législatives de 2022 et 2024.

Ce n'est cependant pas un hasard si la manœuvre de Lecornu pour faire passer ses attaques, concerne les retraites : c'est là qu'il y a eu les plus importantes luttes nationales ces dernières années, preuve que nos luttes laissent toujours des traces.

Préparons-nous à riposter

À nous de faire échec à cette piètre tentative de détournement, en nous mettant en grève, tous et toutes ensemble, pour imposer que pas un seul salaire ni une seule allocation ne soit inférieurs à 2000 euros, pour des embauches massives dans les services publics, pour l'interdiction des licenciements...

Si les directions syndicales ne semblent pas pressées de préparer la contre-attaque, la CFDT se réjouissant même de l'entourloupe de Lecornu, certains n'attendent pas pour défendre leurs conditions de travail, leurs salaires ou leurs droits, comme les postiers du 17^e arrondissement de Paris, les cheminots de la gare Saint-Lazare, les ouvriers de la logistique et du transport de Geodis, les salariés d'Auchan, les étudiants sans-facs de l'université de Nanterre...

Les gouvernements changent, les politiciens passent, mais les politiques restent et resteront tant que les patrons, les actionnaires, les banquiers, qui ne dépendent pas des élections, garderont leur pouvoir. Alors regroupons-nous pour le renverser. C'est nous qui travaillons, c'est à nous de décider !

Une gestion aux petits oignons

Un projet de fusion recommandé par l'ARS est en cours entre les hôpitaux de Pontarlier, Mouthe, Levier, Nozeroy et Besançon. Ce projet fait suite à une longue période de direction par intérim par le directeur du CHRU de Besançon, après la mise en retraite anticipée du directeur de Pontarlier pour harcèlement. Comme toute fusion, celle-ci impliquerait la suppression de postes administratifs « redondants », et donc une intensification de la charge de travail pour celles et ceux qui restent. Pour le personnel médical, l'addition est également salée. Un projet de « mise en commun » des effectifs permettrait de mobiliser des agents d'un hôpital à l'autre pour pallier des manques d'effectifs. Faire toujours plus avec moins, voilà la politique des ARS, soutenue et exécutée par les directions hospitalières.

Les patrons bloquent l'augmentation des retraites complémentaires

Les retraites complémentaires des ex-salariés du privé ne seront pas revalorisées au 1er novembre et donc gelées pour l'année 2026, « faute d'accord » entre les syndicats et le patronat qui gèrent le régime de l'Agirc-Arrco. Les syndicats proposaient une modeste augmentation de 1% en phase avec l'inflation mais les patrons ont vigoureusement refusé proposant un ridicule 0,2 %.

Après la décision de Lecornu d'une année blanche pour l'ensemble des pensions et prestations sociales, le patronat en rajoute une couche en gelant les complémentaires. Un mauvais coup de plus.

La traite des êtres humains en hausse

En France l'an dernier, 7 285 personnes ont été identifiées comme victimes de traite, contre 6 022 en 2023, soit une hausse de 21 %. Les formes les plus communes de ce crime sont l'exploitation sexuelle et le proxénétisme mais aussi le travail forcé, qui inclut des conditions de travail et d'hébergement contraires à la dignité humaine. Là encore, 89 % des victimes sont des femmes, souvent exploitées sexuellement.

Le capitalisme, un système abject et inhumain dont il faut se débarrasser d'urgence.

Importante mobilisation contre Donald Trump

Environ sept millions de personnes ont participé samedi 18 octobre à de nombreuses manifestations pour protester contre la politique de Donald Trump, en particulier la chasse aux migrants, les licenciements massifs dans l'administration, les atteintes aux droits humains, les tentatives de museler la presse, etc. Sous le slogan « No Kings » (« Pas de rois ») 2 700

rassemblements ont eu lieu dans tout le pays. Cette journée de protestation fait suite à une première mobilisation en juin 2025, qui avait rassemblé plus de cinq millions de personnes lors de 2 000 rassemblements dans tous les États. Mais il faudra plus que de simples manifestations de rue pour se débarrasser de Trump et de sa politique.

L'arnaque du CDI senior

L'Assemblée nationale a adopté le CDI senior, un contrat dérogatoire au Code du travail qui permet d'employer pour moins cher un travailleur de plus de 60 ans (voire dès 57 ans si accord de branche) puis de le mettre à la retraite avec des exonérations patronales sur l'indemnité de mise à la retraite. Sous prétexte de « faciliter l'embauche des plus de 60 ans », ce contrat de travail au rabais avait été négocié, en novembre dernier, par les organisations patronales d'un côté, la CFDT, FO, la CFE-CGC et la CFTC de l'autre. Il avait été présenté à l'époque comme « une avancée sociale ». Une bonne blague. Ce dont ont besoin les seniors c'est d'une retraite décente d'au moins 2 000 euros par mois dès 60 ans.

La France épingle pour non respect des enfants migrants non accompagnés

Le Comité des droits de l'enfant des Nations unies a accusé la France d'être responsable de violations « graves et systématiques » des droits des enfants migrants non accompagnés sur son territoire, où ils sont trop souvent laissés à l'abandon faute de pouvoir prouver leur âge. Beaucoup de jeunes migrants se retrouvent alors sans abri, privés de soins de base et vivant dans des conditions « dégradantes ». Le rapport poursuit : « Ces enfants courrent un risque élevé d'être exposés à la traite, aux abus, à la maltraitance et aux violences policières. » Paris a répondu qu'il poursuivait ses efforts pour améliorer la situation. Un engagement... qui n'engage en rien.

Belgique : plus de 100 000 manifestants à Bruxelles contre l'austérité

Plus de 100 000 personnes ont défilé dans la capitale belge pour protester contre les multiples attaques de la coalition au pouvoir contre les services sociaux. Le gouvernement fédéral prépare des réformes drastiques notamment sur les retraites, les allocations de chômage et les frais de scolarité. La grève nationale, lancée par les syndicats socialistes et chrétiens, a provoqué des perturbations importantes, notamment dans les transports et les aéroports. Mais il en faudra plus pour faire reculer un gouvernement qui défend ouvertement le grand patronat et s'en prend toujours plus aux classes populaires.